



Le pacte des élites se consolide au Mexique

Les représentants politiques des deux fractions les plus importantes de la bourgeoisie nationale se sont mis d'accord au Mexique pour jeter les bases d'un processus de négociations politiques qui prend du temps et qui donne des résultats concrets au profit des ennemis du peuple vénézuélien.

D'un côté, nous avons le gouvernement de Nicolás Maduro et la direction du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), représentant les intérêts des puissants «nouveaux riches» formés à l'ombre des entreprises d'État. De l'autre côté, l'aile droite, dirigée par Juan Guaidó, Henrique Capriles et les partis sociaux-démocrates, représente la bourgeoisie nationale traditionnelle et les intérêts des groupes monopolistiques transnationaux étasuniens et européens.

Il faut rappeler que la fraction de la droite de l'opposition agit ouvertement en subordination aux intérêts de l'impérialisme américain et européen, elle tire sa source pour forcer les négociations de l'impact nuisible des sanctions coercitives, unilatérales et illégales imposées par les puissances impérialistes contre le pays.

Compte tenu de cette composition de classes des deux forces politiques qui se réunissent au Mexique, il est clair que le contenu des "dialogues de paix" sera centré sur leurs intérêts. C'est pourquoi, quand ils parlent de négociations pour la "stabilité" ou du "salut national", ils se réfèrent à la création de conditions pour assurer leur propre stabilité et leur salut, au détriment des intérêts du pays et du peuple travailleur de la ville et des campagnes

Le mémorandum d'accord du Mexique repose sur les accords économiques antérieurs, qui visent à fournir des garanties aux capitaux privés. Le gouvernement et l'opposition de droite sont d'accord sur l'actuel ajustement économique néolibéral imposé par la politique de libération des prix, la dollarisation de fait de l'économie, les privatisations d'actifs publics, le retour des entreprises publiques et des terres agricoles dans les griffes du capital privé et des propriétaires fonciers, les politiques d'assouplissement fiscal, l'ouverture au capital privé dans le secteur pétrolier, la politique de destruction des salaires et la déréglementation des relations de travail. Ainsi que les importantes promesses faites aux capitaux privés nationaux et étrangers de profits juteux avec les Zones économiques spéciales et les attentes d'une réforme de la loi sur les hydrocarbures qui vise à privatiser le secteur pétrolier et à réduire la capacité de l'État à capter les revenus pétroliers.

C'est pour cela que la classe ouvrière, la paysannerie et les secteurs populaires ne peuvent être appelés à la tromperie avec les dialogues de la bourgeoisie qui se tiennent au Mexique. Ce ne sont pas nos intérêts





ni nos besoins qui comptent dans l'agenda des représentants politiques de la rapace bourgeoisie nationale et transnationale, bien au contraire : c'est sur le sacrifice de nos conquêtes et de nos droits, et en faisant porter sur nos épaules tout le poids de la crise et des sanctions impérialistes illégales, qu'aujourd'hui ces deux forces politiques de la bourgeoisie se serrent la main et aspirent à signer la "pipe de la paix".

Un exemple de cette réalité est que, alors que les dialogues donnent des résultats rapides dans la libération de personnalités de droite impliqués dans des agressions étrangères contre le pays, De nombreux travailleurs sont toujours emprisonnés en raison d'une politique croissante de judiciarisation et de criminalisation des luttes ouvrières, syndicales et paysannes.

Mais les preuves vont plus loin : alors que les dialogues génèrent des réponses rapides aux demandes des patrons de payer moins d'impôts et de libérer des prix, les exigences des travailleurs pour un salaire minimum rémunérateur et contre les licenciements illégaux sont rejetées.

Le Bureau Politique du Comité Central du Parti Communiste du Venezuela (PCV) rejette et condamne cette farce de négociations qui s'impose de dos aux exigences et aux besoins réels du peuple travailleur de la ville et de la campagne.

Nous dénonçons auprès du peuple vénézuélien que l'objectif des négociations du Mexique est de consolider le pacte bourgeois pour le partage des richesses du pays entre les capitalistes nationaux et étrangers, tout en imposant un ajustement économique anti-populaire. Tout cela, en garantissant une impunité grotesque à ceux qui ont amassé de grandes fortunes sous couvert de corruption et à ceux qui ont favorisé des sanctions illégales étrangères contre le pays et se sont emparés de ressources appartenant à la nation.

Aujourd'hui plus que jamais, les travailleurs doivent être unis pour lutter contre l'offensive que le pacte bourgeois du Mexique imposera contre nos droits et la souveraineté du pays.

Hier, c'était le pacte de Punto Fijo; aujourd'hui, ce sera le pacte de Mexico. Avec de nouveaux et d'anciens acteurs, mais toujours contre les intérêts du peuple travailleur et de la patrie.

La classe ouvrière, la paysannerie et les forces populaires doivent construire l'Alternative à caractère populaire et révolutionnaire face à la nouvelle alliance des élites.

Bureau politique du Comité central du Parti communiste du Venezuela (PCV)

Caracas, 17 août 2021

